



Audience du 7 octobre 2026

CENTRAFRIQUE • ÉDUCATION

TOUADÉRA ET LE PAM

OBJECTIF

450 000 ENFANTS

POUR LES CANTINES SCOLAIRES

Éducation, nutrition et achats locaux : un partenariat
pour soutenir les élèves et l'économie centrafricaine.



SIÈGE SOCIAL
PARIS, FRANCE



TÉL. : +33 6 26 11 92 31



plumedumondemagazine@gmail.com

Groupe PEMSYL

Par David pem

plumedumonde.com

RCA : TOUADÉRA ET LE PAM VISENT 450 000 ENFANTS, LES CANTINES SCOLAIRES AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT

Reçu le 7 octobre 2026 par le président Faustin-Archange Touadéra, Carl Skau, directeur exécutif par intérim du Programme alimentaire mondial, a réaffirmé l'engagement de l'organisation en faveur de l'alimentation scolaire. Derrière l'objectif annoncé de 450 000 enfants se dessine une ambition plus large : soutenir la scolarisation, soulager les familles et ouvrir des débouchés aux producteurs centrafricains. Le financement, l'approvisionnement et la qualité des repas détermineront la portée de cette politique.

Par David pem
Journaliste, Directeur de publication

Un repas à l'école peut représenter bien davantage qu'une réponse à la faim. Il peut encourager une famille à maintenir son enfant en classe, offrir un débouché à une coopérative agricole et créer du travail dans la préparation ou le transport des aliments. C'est cette articulation entre éducation, protection sociale et économie locale qui se trouve au centre du partenariat entre la République centrafricaine et le Programme alimentaire mondial.

Selon le compte rendu de l'audience transmis à notre rédaction, le président Faustin-Archange Touadéra a reçu, mercredi 7 octobre 2026, Carl Skau, directeur exécutif par intérim du PAM, en visite officielle dans le pays. Les échanges ont notamment porté sur l'extension des programmes d'alimentation scolaire, avec l'objectif d'atteindre 450 000 enfants dès cette année.

Le chef de l'État était accompagné de responsables gouvernementaux chargés de l'éducation, de l'élevage, de l'action humanitaire et de l'agriculture. Cette présence traduit la dimension transversale du dossier : une cantine scolaire dépend autant de l'organisation de l'école que de la disponibilité des denrées, de leur qualité et de leur acheminement.

450 000 enfants : une ambition accrue, un résultat encore à mesurer

Le chiffre constitue le principal engagement évoqué lors de cette rencontre. Il faut toutefois distinguer la cible annoncée du nombre d'enfants effectivement bénéficiaires.

Le programme s'inscrit dans une dynamique antérieure. En mars 2024, le gouvernement et le PAM avaient annoncé une extension de l'alimentation scolaire fondée sur les produits locaux, avec une cible de 400 000 élèves à l'horizon 2027, contre 150 000 en 2023. Le même communiqué mentionnait une assistance scolaire du PAM touchant alors 170 000 enfants, au moyen de transferts monétaires ou de denrées importées. Ces chiffres décrivent des périodes et des dispositifs qu'il convient de comparer avec prudence.

L'objectif de 450 000 enfants évoqué en octobre 2026 relève donc le niveau d'ambition affiché. Pour mesurer sa réalisation, plusieurs précisions seront nécessaires : le nombre d'écoles couvertes, les préfectures concernées, la fréquence des repas et la durée de l'assistance.

Un élève recevant quelques distributions ponctuelles et un enfant bénéficiant d'un repas pendant chaque journée de classe ne représentent pas le même niveau de service. La régularité sera aussi importante que le nombre de bénéficiaires.

Une politique sociale dans un contexte de vulnérabilité

L'alimentation scolaire prend une importance particulière dans un pays où les crises ont fragilisé les moyens de subsistance et l'accès aux services essentiels. Le plan stratégique du PAM pour la RCA, couvrant la période 2023-2027, décrit les effets cumulés de l'insécurité, des déplacements, des difficultés institutionnelles et des chocs climatiques sur les populations vulnérables. Il associe l'aide d'urgence à des interventions destinées à renforcer durablement les systèmes nationaux.

Dans ce contexte, la cantine peut constituer un soutien quotidien pour les ménages. Lorsqu'un repas est assuré à l'école, une partie de la charge alimentaire familiale est prise en compte par le dispositif.

Ce soutien ne résout pas toutes les difficultés des parents. Les fournitures, le transport, l'éloignement des établissements et la sécurité demeurent déterminants. Mais il peut réduire un obstacle concret à la fréquentation scolaire.

Faire venir les enfants, puis leur permettre d'apprendre

Le PAM présente ses programmes de repas scolaires en RCA comme un moyen d'améliorer la nutrition et d'encourager la présence des enfants à l'école. Leur intérêt repose notamment sur la continuité du service et sur son articulation avec les autres besoins éducatifs.

Une cantine peut attirer davantage d'élèves. Encore faut-il que l'établissement dispose d'enseignants, de salles et de matériel pour les accueillir dans de bonnes conditions.

Cette exigence est particulièrement importante lorsque les effectifs augmentent rapidement. L'expansion des repas doit donc être accompagnée d'une capacité d'accueil suffisante. L'objectif éducatif ne peut se limiter à l'inscription : il concerne aussi l'assiduité, le maintien à l'école et les apprentissages.

La rencontre du 7 octobre intervient dans un contexte de rentrée scolaire. Le site officiel de la Primature rapporte que la cérémonie nationale organisée à Boali, le 6 octobre, comprenait notamment une distribution symbolique de repas scolaires et l'inauguration d'infrastructures éducatives.

À Paoua, un exemple concret du lien entre les champs et l'école

L'approvisionnement local constitue l'un des aspects les plus prometteurs du modèle.

Dans un reportage publié en décembre 2024, le PAM décrivait à Paoua une coopération entre des producteurs agricoles et l'école primaire Betokomia 1. Une partie des récoltes d'une coopérative contribuait à l'approvisionnement de la cantine.

Le directeur de l'établissement rapportait alors une hausse des effectifs, passés de 650 élèves cinq ans auparavant à plus de 1 400. Ce témoignage illustre l'attractivité associée à la cantine, sans permettre d'attribuer toute cette progression au seul repas scolaire.

L'exemple montre surtout une possibilité : relier la demande alimentaire des écoles à l'activité des producteurs environnants. Il rappelle également que l'augmentation de la fréquentation doit être accompagnée de moyens pédagogiques.

Acheter localement pour soutenir les revenus ruraux

Lorsque les écoles achètent des produits disponibles dans leur région, la dépense peut bénéficier à plusieurs acteurs : agriculteurs, commerçants, transformateurs et transporteurs.

L'intérêt économique dépend toutefois des modalités d'achat. Pour qu'un petit producteur puisse répondre à la demande, il doit connaître les quantités attendues, les critères de qualité, le calendrier de livraison et les conditions de paiement.

Une commande régulière peut faciliter la préparation d'une campagne agricole. À l'inverse, des contrats imprévisibles ou des paiements tardifs risquent de fragiliser les fournisseurs.

Le PAM indique déjà soutenir en RCA les petits exploitants, l'amélioration des moyens de production et l'accès aux marchés, tout en achetant auprès d'eux des denrées destinées aux repas scolaires et aux distributions.

Pour étendre cette approche, l'enjeu sera d'organiser un approvisionnement fiable, adapté aux capacités des producteurs et aux besoins des écoles.

L'emploi : des possibilités réelles, sans chiffre annoncé

Le compte rendu de l'audience évoque également l'emploi parmi les priorités discutées avec Carl Skau. Les cantines peuvent effectivement mobiliser du travail dans les cuisines, le conditionnement, le stockage, la transformation et la distribution.

Le PAM soulignait dès 2024 que l'alimentation scolaire locale pouvait ouvrir des possibilités économiques aux femmes, notamment dans la préparation des repas, le conditionnement et le contrôle de qualité.

Aucun nombre précis de nouveaux emplois n'est cependant établi dans les informations communiquées sur l'audience. Il serait donc prématuré d'avancer un bilan chiffré.

La qualité des postes comptera également : rémunération, formation, équipements et sécurité au travail devront accompagner l'élargissement du programme.

Financer le service sur la durée

L'extension des cantines exige des ressources pour les aliments, mais aussi pour les cuisines, l'eau, le stockage, le transport et le personnel.

Le compte rendu transmis ne précise ni le budget correspondant à la cible de 450 000 enfants, ni la répartition financière entre l'État et ses partenaires. La volonté de coopération ne doit donc pas être confondue avec un financement intégral déjà sécurisé.

Selon ce même document, Carl Skau entend présenter l'expérience centrafricaine lors d'une réunion ministérielle à Rome afin de mobiliser de nouveaux soutiens. Cette démarche pourrait renforcer le partenariat, mais son effet devra être apprécié à partir d'engagements concrets.

Une programmation sur plusieurs années permettrait aux écoles et aux fournisseurs de mieux anticiper leurs besoins. Elle réduirait aussi le risque de ruptures entre deux périodes de financement.

Qualité, accès et transparence : les conditions de réussite

Au-delà des crédits, la mise en œuvre devra répondre à des questions pratiques : quelles écoles servir en priorité ? Comment livrer les zones difficiles d'accès ? Comment conserver les denrées et assurer l'hygiène des cuisines ?

Une analyse de la politique annoncée conduit à identifier trois exigences. D'abord, une sélection transparente des établissements, fondée sur les besoins. Ensuite, des repas adaptés aux enfants et préparés dans de bonnes conditions. Enfin, un suivi permettant de connaître les quantités livrées et les journées réellement couvertes.

Le pilotage devra aussi vérifier que les achats locaux ne se concentrent pas sur quelques fournisseurs au détriment des petits producteurs que le programme entend soutenir.

De l'audience présidentielle au quotidien des écoles

La rencontre entre Faustin-Archange Touadéra et Carl Skau confirme la place accordée à l'alimentation scolaire dans le dialogue entre la RCA et le PAM. Son intérêt réside dans la possibilité de relier plusieurs priorités : nourrir les élèves, soutenir leur présence en classe et faire bénéficier l'économie locale d'une demande régulière.

L'objectif de 450 000 enfants donne une direction. Sa réalisation se mesurera dans les établissements : repas servis sans interruption, élèves accueillis, producteurs payés et moyens éducatifs disponibles.

C'est à cette échelle que l'engagement annoncé pourra devenir une politique durable, perceptible dans la vie des familles centrafricaines.